

Le malaise migratoire de la gauche

- Le message de la gauche est-il clair par rapport à la migration ?
- Au PTB, on reconnaît qu'une partie de l'électorat est xénophobe
- Les associations pensaient que la gauche proposerait plus d'alternatives.

Le contexte

A la veille des élections communales et alors que la crise politique européenne sur la migration se tend de jour en jour, plusieurs critiques émanent du tissu associatif vis-à-vis des partis de gauche. Enclins à critiquer la politique migratoire fédérale, ceux-ci peinent à proposer des alternatives. En cause : un malaise vis-à-vis des migrations, palpable dès que l'on gratte la surface des discours officiels. Certains estiment que, coalition oblige, le système politique belge empêche tout changement radical. D'autres que la gauche manque d'une vision sur le long terme, en opposition à une N-VA dont le projet est clair, limpide et assumé.

“Une partie de l'électorat potentiel du PTB est xénophobe”

La décision prise par une dissidente de Die Linke (gauche allemande) Sarah Wagenknecht de créer un nouveau mouvement, radical mais s'opposant à l'immigration, éclaire le rapport compliqué qu'entretient la gauche en Europe face mouvements migratoires. En allant sur le terrain de l'AfD (extrême droite), Wagenknecht entend défendre le fait que le travail allemand est avant tout destiné aux Allemands et non aux migrants économiques.

En Belgique francophone, quelles sont les positions de la gauche ? Du PS et du PTB surtout, et dans une moindre mesure d'Ecolo ? À entendre le discours des uns et des autres, les choses semblent claires : on n'appelle pas à l'ouverture absolue des frontières, on ne rejette pas la migration économique et on s'attaque à la politique menée par le gouvernement fédéral.

On sent cependant parfois poindre un malaise. Pour le politologue de l'ULB et directeur du Cevipol, Pascal Delwit, il s'agit d'un “malaise propre à la gauche depuis longtemps”. Le chercheur explique que “depuis la deuxième internationale qui date de la fin du XIX^e siècle, cette question est compliquée. Il y a une forme de contradiction entre l'hypothèse de Marx, qui veut que la seule solidarité existante est en liaison avec le travail, et la réalité sur le terrain”. Pour Pascal Delwit, les faits, à travers l'histoire, nous montrent que “l'union des prolétaires de tous pays n'est pas toujours simple. En période de faible croissance économique, lorsque le marché du travail se tend, il y a rapidement dans le chef des travailleurs, un réflexe de protectionnisme”.

Actuellement, la difficulté rencontrée par le PS et le PTB serait, pour le politologue, “une difficulté d'agenda. Alors que l'agenda du PS et du PTB est économique et social, la question migratoire au niveau international casse un peu ça. En faisant le lien entre le maintien de la sécurité sociale pour les nationaux et la question de la migration Bart De Wever, notamment, illustre parfaitement le problème actuel de la gauche”.

C'est la droite qui veut “diviser les travailleurs”

Et puis, il y a la question de l'électorat des deux partis. Une partie de l'électorat potentiel du PTB vient du PS. Une autre, en revanche, est plus contestataire de l'ordre établi. “Le PTB connaît bien son électorat. Il est conscient qu'une partie est plutôt xénophobe. D'ailleurs, lorsque le PTB sonde la population, dans les questionnaires qu'il envoie, il évite d'aborder ces questions. D'un autre côté, à l'égard des médias, ils rédigent des communiqués de presse en faveur des migrants. On sent bien qu'il y a un malaise”, explique encore Pascal Delwit.

Pour le porte-parole du parti, Germain Mugemango, le PTB est effectivement conscient de la situation : “Nous expliquons aux gens qu'il ne faut pas regarder en bas mais plutôt en haut. Vers les multinationales et les spéculateurs.” Pour le PTB, c'est la droite qui essaie “de diviser les travailleurs. En amplifiant une crise migratoire qu'ils ont provoquée, en votant notamment la guerre en Libye, en Irak et en Syrie, ils font passer un faux message qui malheureusement prend chez certains travailleurs”. Le porte-parole explique enfin que si ce thème n'est

pas abordé lorsqu'il consulte la population, c'est tout simplement parce que le sujet "n'est pas une thématique liée aux élections communales".

Ecolo adopte des positions relativement proches de celles du PS, notamment en matière de régularisation

des sans-papiers qui travaillent déjà. Mais les verts semblent moins inhibés, ont l'air de parler plus franchement de la question. Peut-être ont-ils un électorat plus sensible à l'accueil des migrants.

Stéphane Tassin

“Les mots régularisation et accueil sont tabous à gauche”

Face à un gouvernement soudé autour de Theo Francken (N-VA), secrétaire d'État à l'Asile, et de sa politique migratoire "ferme mais humaine", les organisations de défense des droits des migrants – des instances dont les alliés politiques se situent à gauche de l'échiquier politique – s'attendaient à une opposition plus forte, capable d'amorcer une vraie remise en question.

Ce n'est un secret pour personne : quand on parle de migration, la politique de Theo Francken diffère peu de celle menée par la libérale Maggie De Block dans le gouvernement Di Rupo. Si les tweets et le ton donné au débat sont certes plus durs, Theo Francken n'a pas opéré de véritable révolution. Le principal intéressé sait d'ailleurs très bien que cette continuité dans la politique prive l'opposition d'une série d'arguments.

Un rendez-vous manqué

Une fois n'est pas coutume : dans le milieu associatif, on ne le contredit pas. "Les mots 'liberté de circulation', 'régularisation' et 'accueil' sont quasiment des tabous, table Sotieta Ngo, directrice du Ciré (Centre d'initiatives pour réfugiés et étrangers), qui ne cache pas sa contrariété. Personne n'ose remettre en question certaines choses. Prenons la politique de retour, par exemple. Au fond, pourquoi pas. Mais c'est quoi un bon retour, un retour 'efficace' ? C'est un retour durable et construit avec les personnes. Mais ça, aucun parti n'en parle ou n'évalue l'efficacité de la politique de retour actuelle. C'est dingue parce que c'est essentiel pour savoir si on fait fausse route ou pas. Or, pour l'instant, en matière de migration, aucun parti de gauche, du plus radical au moins radical, n'accepte de prendre ce risque. Je ne suis pas déçue. Mais je ne comprends pas. Je suis stupéfaite par l'éternel recommence-

ment, alors que le temps passe et qu'on est censé se nourrir de nos erreurs et de nos réussites."

Au Ciré comme ailleurs, on déplore aussi une perception ancrée de longue date dans l'inconscient collectif : la concurrence entre populations. "Il suffit de regarder les chiffres pour constater que nous ne sommes pas envahis par les migrants. Pourtant, on oppose toujours les travailleurs aux chômeurs, les chômeurs aux chômeurs-tricheurs, les pauvres – ou plutôt 'nos' pauvres – aux étrangers", lance Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté. Cette opposition aurait dû, selon elle, être brisée par la gauche. "Mais on sent qu'il y a une peur, une prudence pour ne pas perdre de l'électorat par-ci et regagner de l'électorat par-là. Résultat : la gauche slalome sur une espèce d'entre-deux. Au Réseau wallon, on doit tout le temps travailler pour empêcher que les gens ne tombent dans ce piège. Beaucoup disent que c'est 'à cause de l'étranger'. Celui qui vient prendre du travail, de l'argent, qui aura un logement en premier, etc. Il faut déconstruire cela pour leur faire comprendre d'où viennent les problèmes qu'ils vivent et d'où devraient venir les solutions... Et pour enrayer ce qui est cultivé par certains de manière extrêmement active aujourd'hui. Je ne veux pas mettre tout le monde dans le même sac, des initiatives existent. Mais on ne peut pas dire qu'un parti ou qu'une grande personnalité politique ait mis la réduction des inégalités au cœur des politiques publiques. On reste sur des solutions palliatives, des opérations sparadrap. Et plus on investit dans le palliatif, moins on investit dans les droits structurels et fondamentaux. Et ça, c'est un cumul depuis des années. Ce n'est pas le fait d'une couleur politique, d'un seul parti ou d'une législature. C'est un choix de société", regrette-t-elle.

Sarah Freres